

L'Italie envisage de recenser les Roms

Cette proposition de Matteo Salvini, qui a créé colère et polémiques, renforce l'attrait que le ministre de l'Intérieur exerce sur son électorat.

SILVIA BENEDETTI
À ROME

«Je n'abandonne pas et je continue à avancer. Les Italiens et leur sécurité passent avant tout», a écrit, hier, le ministre de l'Intérieur et vice-président du Conseil italien, Matteo Salvini, sans une pointe d'hésitation, sur sa page Facebook.

Malgré la vague d'indignation et de stupeur soulevée par son projet de recensement des Roms en territoire italien, Salvini n'entend pas faire marche arrière. *«Si c'est la gauche qui le propose c'est ok, si c'est moi, je suis forcément raciste», a-t-il ajouté.*

Cette proposition de fichage pour une éventuelle expulsion des Roms étrangers en situation irrégulière – qui, selon l'opposition, ressuscite les démons de l'époque fasciste, avec ses «nettoyages ethniques» et ses lois raciales – a été avancée par Salvini au cours d'une interview à la chaîne de télévision TeleLombardia. En y évoquant un article du quotidien Il Tempo, dont le titre est «La capitale est otage des Roms, Salvini aide-nous!», le ministre de l'Intérieur et chef de file de la Ligue, s'est senti suffisamment sûr de lui pour avancer une proposition dont il anticipait très bien toutes les conséquences.

Première fissure

En campagne électorale permanente, sa politique vigoureuse sur le front de l'immigration, sa rhétorique populiste et ses sursauts nationalistes inquiètent une part importante de l'opinion publique, de nombreux partenaires européens, mais séduit aussi un nombre croissant d'Italiens. Aujourd'hui, Salvini apparaît, incontestablement, comme l'homme fort du nouveau gouvernement national.

Toutefois, cette dernière prise de position, accompagnée par le vœu de «réexpédier à la maison les détenus étrangers, en commençant par les Albanais, les Roumains et les Tunisiens», représente la première grande fissure dans la coalition gouvernementale, composée par le Mouvement 5 étoiles et la Ligue.

Le ministre du Développement économique, Luigi Di Maio (M5S), s'est immédiatement opposé à l'idée du recensement en exhortant son encombrant partenaire à respecter la Constitution et le «contrat de gouvernement» rédigé ensemble.

Les Roms dans la péninsule seraient, selon une association qui connaît bien cette communauté, entre 120.000 et 180.000, en grande partie de nationalité italienne. *«Les Roms italiens, malheureusement, on doit les garder ici,»* a lancé Salvini.

«Je continue à avancer. Les Italiens et leur sécurité passent avant tout.»

MATTEO SALVINI
MINISTRE ITALIEN DE L'INTÉRIEUR

Et alors que la Commission européenne s'est empressée de rappeler à cet État membre qu'elle a désormais du mal à reconnaître, qu'un citoyen européen ne «peut pas, en règle

générale, être expulsé sur la base de critères ethniques», Salvini cherche des soutiens à l'échelle du continent et établit les bases de nouvelles alliances. Comme le nouvel «axe» Rome-Vienne-Berlin, fortement voulu par les ministres de l'Intérieur des trois pays concernés. Un autre projet qui, déjà dans sa dimension sémantique, ressuscite des souvenirs que l'Europe pensait avoir définitivement enterrés.